

**CONTRIBUTION A LA REFLEXION SCIENTIFIQUE  
SUR LE CONTENU ET LE SENS D'UNE ECONOMIE SOLIDAIRE  
A TRAVERS LE MONDE SUSCEPTIBLE  
DE RAMENER LA PAIX ET LA STABILITE**

Dr S. BOUMENDJEL

Annaba, 2005

**Introduction : En partant du concept économique de pauvre...**

Démographes, géographes, sociologues et économistes ont tous, chacun à sa manière, essayé d'expliquer ce qui différencie les peuples à travers le monde et les pays à travers l'histoire pour pouvoir apporter la solution à ce qui fut appelé, tour à tour, le mal-développement, le non développement ou le sous-développement tout court.

C'est ainsi que des facteurs divers et types multiples d'inégalité dans le monde se sont succédé à travers la théorie économique pour se fondre finalement dans la définition d'une économie mondiale dont la caractéristique est encore loin d'être celle d'une économie solidaire. Il suffit de s'en référer aux statistiques officielles.

Ainsi, en Afrique du Sud, les 10% les plus riches de la population ont un niveau de consommation par habitant près de 70 fois plus élevé que les 10% les plus pauvres. Au Brésil, la durée moyenne de la scolarité des adultes du quintile le plus riche est de 10,4 ans alors qu'elle est de 3 ans dans le quintile le plus pauvre. En Inde, le taux de mortalité des moins de cinq ans est de 155 pour 1000 enfants nés vivants dans le quintile le plus pauvre (en termes de richesse) contre 54 pour 1000 dans le quintile le plus riche.

Les actions entreprises pour enrayer une situation internationale devenue insupportable et, surtout, explosive demeurent en-deçà des espérances car, comme le souligne le professeur Hunter Wade [2001], la trop forte divergence des niveaux de vie et de revenus aide à expliquer un autre type de *polarisation* qui apparaît dans le système mondial entre une *zone de paix* et une *zone de conflits*.

Riche ou pauvre ? Qui l'est ou qui ne l'est pas ? Et jusqu'à quelles limites ? Telles sont les questions que sans doute beaucoup continuent de se poser aujourd'hui.

Evidemment, la mesure de la « richesse » d'un pays dépend largement des méthodes de mesure appliquées. Une première façon d'appréhender le niveau de vie d'une population est de se référer à des *indicateurs monétaires*, par exemple à des agrégats macro-économiques comme le Produit Intérieur Brut (PIB) ou le Revenu National Brut (RNB) rapportés au nombre d'habitants (Population). Jusqu'à la fin des années cinquante, les auteurs ont eu tendance à assimiler accroissement du revenu par tête et développement. Significatif à cet égard est l'intitulé des ouvrages de l'époque puisqu'il fait référence à la seule croissance économique, comme le livre

de Lewis, *Theory of Economic Growth* (1955) ou celui de Rostow, *The Stages of Economic Growth* (1958). Mais, souligne Friboulet, en tant qu'indicateur du développement économique, le revenu par habitant (ou le PIB par habitant) ignore les disparités de revenus qui sont souvent très importantes dans les pays sous-développés.

Certes, les statistiques disponibles parlent d'amélioration de la situation mondiale. « Cependant, tout le monde n'a pas bénéficié des percées enregistrées dans le bien-être de l'humanité », note James Gustave Speth [1997] de l'administration du PNUD... Le PIB et la Croissance sont donc bien loin de mesurer l'amélioration du bien-être d'une société et du "bien-vivre" des individus. Ce ne serait pas si grave si cet indicateur se cantonnait à ce qu'il est, "un regard sur les activités économiques. Mais son omniprésence dans les esprits en fait le raisonnement principal, affecte notre quotidien, empêche d'autres regards"...

En réalité, le PIB par habitant ne constitue qu'une vue comptable et partielle du bien-être des habitants d'un pays ou d'une région. Des organisations internationales et des scientifiques ont alors essayé de mettre en œuvre des indicateurs de développement tenant compte des aspects sociaux, sanitaires, éducatifs et environnementaux. Le plus connu de ces indicateurs est l'« indice de développement humain » (IDH) que le Programme des Nations Unies pour le développement publie annuellement depuis 1990.

On a même tenté de faire la distinction entre seuil de pauvreté et indice de pauvreté.

#### **Efforts entrepris pour cerner la signification des concepts :**

Des efforts internationaux ont été déployés pour mettre un terme à la pauvreté dans le monde. L'on a même consacré le 17 octobre « journée internationale pour l'élimination de la pauvreté », initiée par la résolution 50 / 107 de l'AG-ONU qui avait proclamé la période « 1996-2006 » comme « Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté ».

Mais, la question qui se pose aujourd'hui d'emblée est alors claire : l'humanité aura-t-elle vraiment le temps d'éradiquer la pauvreté d'ici 2006 ? Nous y sommes déjà.

Quelles sont alors les voies du développement ? Comment enrayer la pauvreté dans un monde fondé sur l'individualisme et l'incertitude, c'est-à-dire, en deux mots, dans l'absence de solidarité quasi-totale ?

Encore faut-il au préalable en cerner les divers sens.

#### **La pauvreté est avant tout synonyme de sous-développement, n'est-ce pas ?**

Eradiquer la pauvreté ou la misère signifierait au moins deux choses.

1- Tout d'abord, cela signifie engager un processus de développement (croissance, productivité, compétitivité, etc.) qui permet de créer des emplois et de distribuer des revenus. Eradiquer la pauvreté, c'est donc éliminer le chômage. Or, donner de

l'emploi cela signifie distribuer des revenus et faciliter la satisfaction des besoins du bénéficiaire. Le niveau de vie des habitants évoluerait donc avec la croissance économique.

A titre d'exemple, on dit de la croissance de l'économie d'un petit pays comme le Luxembourg qu'elle s'est répercutée sur l'augmentation des salaires et sur le niveau de vie qui est à l'heure actuelle un des plus élevés du monde. En retour, ce niveau de vie, la faiblesse du chômage et l'importance et l'efficacité des transferts sociaux sont à l'origine des relations sociales relativement harmonieuses qui trouvent leur expression dans la concertation sociale consensuelle au sein de la *tripartite* "Etat, Entreprises, Employés"

Cependant, si le fait de calculer le taux de chômage, une fois que le monde s'est mis d'accord sur la signification à donner au chômeur, n'est plus un problème dans de nombreux pays, il reste tout de même à s'attaquer aux racines du mal qui n'a pas tout à fait disparu. Les économistes qualifient les causes du chômage de frictionnelles, saisonnières, structurelles et cycliques. Cette définition qui, il y a quelques années, n'était sans doute valable que pour les PDI l'est aussi, aujourd'hui, pour les PVD.

Précisons que ce qui intéresse davantage les pays du tiers-monde, c'est le chômage structurel. Même dans les pays riches, il semble d'ailleurs s'incruster car le chômage, principale cause de pauvreté, a encore progressé dans le monde.... et la peur de l'exclusion gagne là aussi les esprits. La paix sociale est alors remise en question.

Effectivement, la pauvreté est également synonyme d'inégalité, de frustration et d'exclusion un peu partout dans le monde. Chômage, pauvreté et exclusion vont ensemble pour peindre le tableau de la misère qui sévit désormais sur longue période et touche de plus en plus des catégories jusqu'ici indemnes.

2- Ainsi, en second lieu, éradiquer ce fléau social signifie aussi une meilleure répartition. Mais, celle-ci est-elle vraiment possible et comment ?

Après les tentatives ricardiennes sur le traitement de la question, les théories économiques néoclassiques ont d'une façon générale entériné l'idée que la croissance est fonction du stock de capital, du facteur « travail » et du niveau des connaissances. Les nouvelles théories de croissance endogène soulignent, de plus, le rôle des pouvoirs publics concernant les facteurs d'offre comme les investissements en capital humain et en infrastructures, la politique industrielle, la politique de recherche & développement.

Après des décennies de recherche, d'études et d'analyses, la Banque mondiale [BM, 2005] admet tout de même que "le revenu réel moyen des pays les plus riches est 50 fois plus élevé que celui des plus pauvres". Par conséquent, face à l'échec des différentes thèses en présence, de nouvelles expressions sont nées.

Plus récemment, la notion émergente de *capital social* -concept dont les fondements restent à consolider -met l'accent sur les effets positifs de la cohésion sociale, ainsi que des *normes* et *valeurs* partagées sur les performances

économiques. Cette récente théorie du *capital social* serait-elle donc la solution à tous les maux de la planète Terre ?

Depuis plus de trois décennies déjà, et sans rentrer dans tous les détails des différents auteurs, présentés notamment lors du Congrès des économistes du Tiers monde qui s'est tenu à Alger en 1972 et synthétisés par ailleurs par les thèses de Christian Palloix dans les années 70, nous savons tout de même que si, finalement, le développement est conçu par tous les *développementalistes* comme un processus intensif de réalisation des présupposés du capital, il représente, en réalité en d'autres termes, un mouvement destiné à mettre fin à la permanence de l'accumulation primitive dans la *périphérie*. D'où, le concept de "*seuil de développement*".

Franchir un "seuil", c'est surmonter les contraintes qui le constituent. Ces contraintes peuvent être matérielles, institutionnelles ou technologiques. Un seuil sera plus ou moins franchissable du fait d'une coïncidence de plusieurs contraintes qui se renforcent l'une l'autre. L'une d'elles peut être dominante, et, une fois celle-ci supprimée, les autres se révèlent d'importance minime. L'identification de la "*contrainte majeure*" est, à notre avis, la tâche primordiale de l'analyste. Il s'agit ici de déterminer cette contrainte majeure qui empêcherait l'économie d'être solidaire et constituerait un facteur essentiel de blocage du développement des ESD.

Mais, peut-on y lire sous la plume de l'essayiste Jean-Claude Guillebaud, "le plus grand scandale est l'indifférence" [La Tribune, 2004].

L'*indifférence* provient elle-même de l'inégalité ou des inégalités. Pratiquement un peu partout, il y aurait des inégalités et, surtout, comme l'écrit Moriconi-Ebrard [1993], c'est le tiers- monde qui se caractérise moins par une pauvreté généralisée que par les écarts de revenus considérables qui opposent les riches et les pauvres : il existe aussi des riches dans les pays pauvres.(..)

C'est déjà là que la question de solidarité commence à se poser, parce qu'en principe c'est généralement dans le malheur et la misère que l'on a des chances d'être solidaire. C'est là qu'il s'agit de tenter de trouver les voies menant à une quelconque égalité entre les individus et les couches.

Il y a finalement, en société moderne, un véritable problème de la perception des diverses inégalités, de la relation entre inégalités et frustration, et de la tolérance aux inégalités. Celles-ci peuvent paraître supportables lorsque la différence est elle-même légitime ou acceptable. Le système social ou des valeurs est pointé du doigt et la définition de la misère ne se borne plus à de faibles revenus, au manque d'instruction et à la mauvaise santé.

Selon le Rapport 2000/2001, les pauvres n'ont souvent aucun moyen d'agir sur les facteurs sociaux et économiques qui déterminent leur bien-être. Outre l'exclusion sociale, le manque de réceptivité des institutions publiques, la brutalité de la police et le comportement arbitraire des fonctionnaires sont souvent incriminés. En résumé, les pauvres définissent leur condition comme le *manque d'opportunités*, de *possibilité d'insertion* et de *sécurité matérielle*. [Lustig, Stern, 2000].

Selon l'aperçu du Rapport 2006 de la Banque Mondiale, la grande inégalité au niveau des revenus, de l'état de santé, du degré d'instruction et d'autres aspects du bien-être social est une réalité incontournable dont la persistance au niveau national et mondial est souvent vue comme l'illustration de l'incapacité des systèmes économiques actuels et passés à engendrer un développement pour tous et à éliminer la pauvreté.

Il y aurait plutôt une crise de solidarité liée à celle de la gouvernance même dans les pays qui sont développés. Alors, que dire de ceux qui ne le sont pas encore ?

Nous allons tenter d'éclairer l'ensemble de ces questions relatives à notre problématique à travers trois chapitres :

Chapitre 1- Les Facteurs explicatifs de l'état actuel de dénuement, de misère, de maladie dans les  $\frac{3}{4}$  du monde

Chapitre 2- La répartition inégalitaire, est-elle la réelle source des maux ?

Chapitre 3- L'Action mondiale contre la pauvreté, c'est-à-dire la réponse à donner à cette situation.

### **Chapitre 1<sup>er</sup> - Facteurs explicatifs de l'état actuel de dénuement dans les $\frac{3}{4}$ du monde**

D'après le professeur américain Acemoglu Daron [2003], les deux principaux facteurs avancés pour expliquer fondamentalement les écarts de prospérité sont la géographie et les institutions. En fait, le sous-développement du tiers monde, qui se caractérise tout à la fois par le dénuement, la misère et la maladie, a été expliqué de diverses manières. Nous allons passer en revue certaines d'entre elles.

#### **Section 1 : Les facteurs naturels**

Les démographes et les géographes estiment que la répartition de la population mondiale a été surtout et d'abord influencée par des éléments physiques tels que l'altitude, la sécheresse, le froid et le degré de fertilité des terres. L'évolution sociohistorique de plusieurs pays s'expliquerait de cette façon.

Mais, l'on parle aussi des risques naturels qui représentent bien souvent un handicap sérieux à toute relance économique, à moins d'une aide extérieure. D'après les informations internationales [Internet], la région de la Méditerranée concentre un certain nombre de risques d'origine naturelle. On y trouve particulièrement les types de risques suivants :

- 1- Les risques sismiques et volcaniques
- 2- Les risques liés aux conditions climatiques, parmi lesquels on cite évidemment:
  - 21- les inondations d'automne ou d'hiver
  - 22- et les sécheresses conjoncturelles.

Cependant, les facteurs naturels n'expliquent pas à eux seuls une situation de développement ou de non développement. Pour étayer ce fait, il suffit de se rendre à l'évidence de deux phénomènes, à savoir que:

*A- D'une part, la nature peut être un atout pour l'activité économique.*

Ainsi, pour beaucoup [Carnat & Coll., 2004], "le bassin méditerranéen est, de loin, dit-on, la première région touristique du monde. Et nous passons sur les nombreuses ressources minières et agricoles de cette région.

*B- D'autre part, même dans les pays riches, nous trouvons les tempêtes les plus catastrophiques.*

Cyclone, ouragan ou typhon, leurs noms importent peu car même s'ils changent ils désignent le même phénomène météorologique, c'est-à-dire la plus violente manifestation des dépressions tropicales, capable de dégager une puissance de 200 kilotonnes, soit dix fois celle de la bombe d'Hiroshima. Et, comme par hasard, nous les trouvons tout particulièrement dans le pays le plus puissant du monde, c'est-à-dire en Amérique du Nord.

A titre d'exemple, en août 2005, les Etats-Unis n'ont pas échappé à ce phénomène redouté, meurtrier et très dévastateur : en déferlant sur les côtes de la Louisiane notamment, l'ouragan Katrina fit plus de 10.000 morts, plus de 35 milliards de dollars de dégâts matériels et des centaines de familles déplacées ayant perdu tout ce qu'elles avaient : maison, voiture, animaux, biens divers, etc.

Finalement, comme nous pouvons le déduire de nos constats quotidiens, l'explication du non développement ne dépend pas uniquement de Dame Nature, mais elle est à chercher ailleurs.

### **Section 2 : Les facteurs historiques**

Certains démographes pensent comme les sociologues qu'au cours de son histoire, la population mondiale aurait ainsi, avant le XXème siècle, connu deux grandes révolutions qui l'ont énormément influencée : il s'agit des révolutions agricole et industrielle.

Parmi eux, il en est qui estiment que l'un des facteurs historiques les plus importants est et reste celui du colonialisme et de l'impérialisme, deux phénomènes animés par le mépris de l'autre et par le racisme. Le meilleur exemple restera celui du Congo belge, propriété privée du Roi.

Naturellement, l'on sait que le Colonialisme a dénaturé et déstructuré les économies, ce qui eut pour effet de les rendre aujourd'hui extraverties et dépendantes et d'en bloquer le développement. En l'absence de changements profonds dans les sociétés dominantes, les sociétés des pays aujourd'hui libérés sont restées doublement dominées, et par les ex-puissances coloniales, et par leur propre classe dominante dont la cruauté et l'avidité prédatrice n'a rien à envier à leurs anciens maîtres. Précisons que c'est le colonialisme français qui a détruit chez nous, en Algérie, justement le système de solidarité qui régnait dans nos douars, nos *ourouchs* et nos familles.

Il est également bien vrai que *la colonisation a laissé dans les sociétés indigènes des bombes à retardement* (les personnels, les structures, les frontières, l'exaltation d'oppositions ethniques, etc.). De même, le néo-colonialisme, qui a

suiwi, a toujours continué de soutenir les régimes les plus oppresseurs. Mais, dit-on, ce n'est tout de même pas la faute des Boers ou des Anglais si le président de l'Union sud-africaine, à l'image d'autres dirigeants africains, prétend que le HIV est une invention colonialiste alors que nous savons tous maintenant que la clé des succès de l'Occident est à rechercher dans l'esprit productiviste qui a toujours animé ses populations.

### *Section 3 : La structure de la population*

D'après les diverses analyses faites par les économistes (Colin Clark- Jean Fourastié- André Marchal), il y aurait au moins trois structures démographiques justifiées par l'importance démographique des secteurs économiques.

En fait, et sans rentrer dans les détails, toutes ces explications avaient fini par aboutir à des paradoxes inexplicables en apparence, tels que le fait que l'on ait des pays riches en ressources naturelles ou ayant une grande superficie territoriale qui continuent de végéter dans l'état de non développement : ou encore des pays ayant fait leurs révolutions agraire et industrielle mais sans pour autant déboucher sur une croissance économique vertueuse ; ou enfin des pays dont la majeure partie de l'activité est post-industrielle, donc tertiaire, mais se caractérisant toujours par une économie déstructurée, informelle et endettée.

Par exemple aussi, c'est un véritable *paradoxe du sous-développement* de voir que le Brésil [Croissance, 1990] est un pays qui figure parmi les tout premiers exportateurs alimentaires du Monde et pourtant, dans son Nord-Este, 70% des ruraux sont sous-alimentés. La production agricole brésilienne actuelle pourrait même assurer 6000 calories par jour à chaque Brésilien, soit deux fois plus que nécessaire... Pourtant, 12 millions de paysans sans terre migrent et s'entassent en marge des 600 millions d'hectares cultivables, dont seuls 8% sont vraiment cultivés, le reste étant en friche ou bien consacré à l'élevage bovin extensif : 2% des agriculteurs possèdent en effet 60% des terres.

On a évidemment responsabilisé la population sur le plan de son volume et de sa jeunesse. Conseillant d'éviter toute mesure susceptible d'accroître la natalité, notamment la charité publique destinée aux hommes valides (ce qui sous-entendait de déconseiller toute solidarité), la thèse de Malthus (1766-1834) a connu de très beaux jours jusqu'à l'apparition de la thèse d'Esther Boserup (« Conditions of Agricultural Growth »-1965), pour laquelle la croissance démographique serait un facteur de croissance de la production globale et du revenu par tête, puisqu'en réponse à une pression sur les ressources, elle susciterait l'adoption par les populations de techniques culturelles ou, en généralisant, de productions plus performantes grâce à un processus d'innovation continue.

En tous cas, devant l'échec de cette autre forme d'explication, il y a eu, parmi les chercheurs et experts, plusieurs qui se retournèrent vers la question des niveaux et conditions de vie.

#### **Section 4 : Les niveaux de vie**

Les études de vulgarisation sur le monde en général et sur les PSD en particulier font souvent allusion à la question du niveau de vie très souvent assimilé au concept du revenu national par habitant.

En 1992, le rapport PNUD de l'ONU estime que les habitants des pays dits riches ont un revenu 150 fois plus élevé que celui des pays dits pauvres- Mais, très vite, l'on s'était rendu compte de deux choses :

- 1- Cette richesse moyenne par habitant ne signifiait pour autant qu'elle était absolue ;
- 2- Des pays considérés comme PSD pouvaient tout de même avoir le même niveau de revenu moyen.

En conséquence, comme nous l'explique Jagdish Bhagwati ("l'économie des pays sous-développés" -éd. Hachette, 1966), cette erreur d'assimiler ces deux notions (niveau de vie et revenu par habitant) aurait conduit certains économistes à des confusions impardonnables. Or, personne ne l'ignore aujourd'hui : le niveau de vie est également fonction de certaines données supplémentaires telles que le niveau culturel, la durée moyenne de la vie, les conditions de nutrition, celles de l'emploi et bien d'autres indices.

En tous cas, à la suite de ces inégalités de revenus, le monde s'est aujourd'hui retrouvé avec une forte inégalité devant la faim. Tous les citoyens du monde ne mangeraient pas tous à leur faim : leurs besoins fondamentaux (leur "bedarf", appel de la nature) en alimentation ne sont pas satisfaits dans les normes.

Alfred Sauvy (1898-1990) estime que ce problème n'a commencé à être sérieusement pris en considération par les pays riches de l'Europe que depuis 1950 avec la parution de l'ouvrage de Josué Castro (1908-1973). « la géographie de la faim ». Mais, pour lui, le véritable problème n'est pas là : ce n'est pas celui de la faim comme on a coutume de le dire, mais c'est plutôt celui de la sous-alimentation et de la mal -nutrition.

En économie politique, on dit souvent que ce n'est qu'une fois que les besoins vitaux sont assouvis que des divergences peuvent apparaître entre les individus et, par conséquent, entre les diverses populations dont ils font partie. A cet égard, par conséquent, il est possible de distinguer deux sortes de populations dans le monde :

- 1- **La population des pays développés** : c'est celle dont le niveau de l'alimentation est égal ou supérieur à la normale. C'est là où l'obésité fait rage : USA, Europe.
- 2- **et la population des autres pays** : c'est celle qui souffre des deux types de carences alimentaires, c'est-à-dire de la malnutrition et de la sous-alimentation.

A notre avis, le sentiment de frustration commence là, à ce niveau. avec cette inégalité devant la faim qui signifie absence de solidarité. Et pire que cela, ce sentiment est alimenté par trois autres sortes d'inégalités encore.

### **Section 5 : La triple inégalité**

Il existe de multiples types d'inégalités. Soulignons tout de même que certaines inégalités sont vraiment frustrantes, et nous citerons notamment celles qui ont trait à l'exercice de nos droits civiques et politiques et qui permettent notre mobilité sociale et économique. Ainsi, le futur rapport sur le développement, 2006, en préparation à la BM, compte organiser la réflexion autour de la notion d'*égalité des chances* ou, d'une façon plus générale, autour de la capacité (ou de la liberté) de tout un chacun de vivre la vie de son choix.

Précisons que l'inégalité des chances renforce les autres inégalités devant la culture, devant l'espérance de vie et devant les catastrophes naturelles, que nous avons appelé la "trinité des pauvres".

#### **1- D'abord, l'inégalité devant la culture :**

La culture est aujourd'hui reconnue par tous comme étant un facteur essentiel du progrès. Son niveau apparent peut être mesuré, entre autres, et a contrario, par le taux d'analphabétisme existant.

#### **2- Ensuite, l'inégalité devant l'espérance de vie moyenne :**

La princesse du Burundi, candidate aux Présidentielles avait déclaré, un jour, au journaliste Karl Zéro de Canal plus ceci : « Au Burundi, l'espérance de vie est de vingt-quatre heures renouvelables ! ».

Suite aux conditions de travail, celles de la vie quotidienne et celles de l'alimentation, l'espérance de vie, c'est-à-dire la durée moyenne de vie d'un citoyen, a fortement décliné dans certains pays pauvres même si la médecine a fait des progrès immenses dans le monde.

#### **3- Et enfin, l'inégalité devant les catastrophes naturelles :**

Certes, aucune population ne peut se targuer d'en être indemne. Ainsi, avec ses incendies géants, l'été 2005 a été ravageur en Europe (France, Portugal, Espagne notamment). Mais, grâce à des moyens techniques gigantesques (canadairs, camions citernes modernes, moyens de communication sophistiquée, etc.), les PDI viennent toujours à bout de leurs mésaventures avec Dame Nature, ce qui n'est pas toujours le cas des PVD. Les différences de degré de vulnérabilité aux catastrophes expliqueraient l'absence de solidarité tout en la stimulant par la suite (actions internationales).

Finalement, des écarts considérables dans les situations respectives des différents pays, surtout de revenu et de niveau de vie, existent aujourd'hui entre pays riches et pays pauvres. Une telle situation s'est tellement banalisée que la question qui se pose en fin de compte serait la suivante : « *les inégalités favoriseraient-elles vraiment la croissance économique comme semblent l'affirmer les libéraux ?* » [Vergara, 1981]

Ce vieux débat mérite réflexion tant pour les pays en développement (PED)

que pour les pays riches, où il est peut-être plus important de mieux utiliser la richesse existante que de produire encore plus.

En tous cas, depuis une dizaine d'années environ, certains économistes de l'ONU-ceux du PNUD (programme des Nations unies pour le développement) -penchent tout de même pour une diminution des inégalités et constatent qu'il existe concrètement "une corrélation positive entre la croissance économique et l'égalité du revenu".

## **Chapitre 2 -La répartition inégalitaire, est-elle une réelle source des maux ?**

Pour répondre à cette question, il va falloir d'abord en comprendre la raison.

Selon les études empiriques menées par Alesina et Rodrick (1991) et par Persson et Tabellini (1992), la distribution du revenu détermine le taux d'investissement et donc la croissance à travers divers mécanismes économiques et politiques. Sans entrer dans les détails, nous comprenons qu'il y aurait donc bien une relation entre l'inégalité des revenus et l'évolution d'une économie nationale dans les deux sens.

### ***Section 1 : Les liens entre la croissance et la réduction de la pauvreté***

On dit toujours que la croissance économique aboutit, en principe, à l'accroissement du "gâteau social à partager", ce qui revient à dire à améliorer le sort des populations par la création d'emplois et la distribution de nouveaux revenus. Cependant, ce lien n'est malheureusement pas toujours évident.

Par exemple, la croissance économique qu'a connue l'Algérie à la fin des années 70 a permis de créer beaucoup de revenus, notamment des salaires dans le secteur public (1<sup>er</sup> employeur du pays) grâce aux emplois qui y ont été créés, mais elle a également été un puissant facteur de production d'écarts de revenus importants, non seulement à l'intérieur du pays, mais encore par rapport aux Etats voisins comme la Tunisie et le Maroc ou la Mauritanie. De la sorte, la population algérienne aura connu un sérieux baby-boom. Les malthusiens d'outre-mer en ont fait la cause essentielle des retards accumulés par l'économie algérienne. De plus, même si l'on devait appliquer la fameuse thèse de Boserup (1965), il faudrait considérer que la pression démographique créatrice aurait dû jouer surtout en secteur agricole, en vue de produire les biens de consommation indispensables. Or, il n'en fut rien. Malgré une sensible intensification des méthodes et techniques culturales (complexe des Tracteurs de Constantine, complexe des engrais à Annaba et à Arzew, etc.), la réponse à la pression démographique par ce biais a été un leurre, en raison sans doute de plusieurs autres facteurs aussi bien économiques (rente pétrolière) ou politiques (rapports de pouvoir) que sociaux (mœurs et habitudes) ou culturels (motivation) -[Auteur, 2002].

Précisons enfin que les pays pauvres n'ont pas tous eu les mêmes chances d'enclencher le processus de croissance réel et durable qui leur aurait permis d'éliminer la pauvreté et l'inégalité des revenus chez eux.

### **Section 2 : Les liens entre la distribution des revenus et la croissance**

Outre la croissance, le niveau de développement (PIB réel par habitant) et les écarts de revenu initiaux (calculés par le coefficient de Gini, qui exprime l'inégalité des revenus -Précisons que plus le coefficient est élevé, plus les inégalités sont importantes) sont des paramètres importants de la réduction de la pauvreté.

Globalement, la répartition des revenus (et des richesses) affecterait la croissance de deux façons :

- 1- de manière endogène, à travers l'accumulation des facteurs de production
- 2- et, éventuellement de façon exogène, à travers le facteur progrès technique [Bourguignon, 1993].

Parmi celles qui importent dans l'explication des différences de distribution des revenus entre pays, les quatre variables essentielles seraient, d'après Bourguignon [1993], le taux de scolarisation secondaire, l'existence de ressources minérales, la protection des marchés intérieurs et la distribution de la propriété de la terre.

#### **1- Le taux de scolarisation secondaire**

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ou d'Asie du Sud, une proportion considérable d'enfants ne vont pratiquement pas à l'école. Il ressort, par exemple, d'une étude consacrée à l'effort de scolarisation dans trente-cinq pays en développement (Filmer et Pritchett, 1999) que plus des deux tiers des enfants pakistanais et près de 90 % des enfants burkinabés ne passent pas plus d'un an à l'école primaire. Au Brésil, plus de 90 % des enfants de ce pays passent au moins quelques années à l'école primaire (ce qui est donc un progrès par rapport à l'Afrique noire ou l'Asie du Sud où une majorité d'enfants sont à peine scolarisés) mais seuls 15 % des enfants brésiliens achèvent effectivement leur scolarité primaire. En Amérique du Sud, le problème n'est donc pas de faire aller les enfants à l'école, mais de les y faire rester [Maurin, 2002].

Pour Epaulard [2003], il semble raisonnable de penser qu'un taux d'alphabétisation élevé des adultes et de forts taux d'inscription à l'école primaire renforcent le lien entre croissance et réduction de la pauvreté, et qu'une croissance favorable aux pauvres accroît l'espérance de vie.(...)

#### **2- L'existence de ressources minérales**

La puissance économique dépend certes du dynamisme d'une population, de la compétitivité de ses entreprises et de la volonté politique de développement de ses dirigeants. Mais, elle est aussi liée à la possession directe d'une agriculture riche, et de ressources importantes en énergie et en matières premières fondamentales.

De nombreux économistes sont, aujourd'hui, certains que la richesse du milieu naturel a favorisé de façon majeure l'essor industriel de la Grande-Bretagne au 18<sup>ème</sup> siècle, de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis au 19<sup>ème</sup> siècle, de l'ex-URSS au 20<sup>ème</sup> siècle, tandis que d'autres étaient gênés, soit par l'insuffisance

d'énergie (comme l'Italie avant 1925), soit par manque d'espace (comme le Japon avant 1940).

La thèse des avantages naturels n'est donc pas totalement délaissée de nos jours.

### 3- La protection des marchés intérieurs

En règle générale, d'autres analystes constatent que, parce qu'elles protègent davantage leurs marchés intérieurs contre les chocs extérieurs notamment, les économies planifiées ont une meilleure répartition des revenus que les économies de marché ou les économies en transition.

Ainsi, par exemple, à la fin des années 80, les *coefficients de GINI* pour les économies socialistes étaient en moyenne de 23 ou 24 points, donc inférieurs à ceux des pays d'économie de marché. Or, ce coefficient mesure la répartition des revenus : plus il est faible, plus les revenus sont égaux.

Parallèlement à ce constat, il est tout aussi clair que, dans beaucoup de pays à économie de marché, le degré de protectionnisme s'est exacerbé par la suite et paraît incompréhensible. Ainsi, à titre d'exemple, l'épopée de la fameuse « guerre de l'acier » entre les Etats-Unis et l'Europe. Pour le syndicat de la sidérurgie américaine (USWA), la politique de surtaxe de 30% sur les importations d'acier décidée par Bush en 2002 « fait naître l'espoir que l'industrie sidérurgique américaine puisse être sauvée et pose les jalons de la législation nécessaire pour protéger les systèmes de sécurité sociale de 600 000 ouvriers ». [Courrier International, 8mars 2002]

Dans ce cas, doit-on parler de solidarité dans le cadre d'un tel protectionnisme ?

### 4- Et la distribution de la propriété de la terre.

Persson et Tabellini (1991,1992) montrent par exemple que la croissance est plus rapide dans des pays où la terre est plus également répartie et dans ceux qui ont une distribution de revenus moins inégale, surtout lorsque l'échantillon est limité aux démocraties.[Epaulard, 2003]

En conclusion, il apparaît que les pays où la répartition des revenus est plus équitable réussissent mieux à réduire la pauvreté par la croissance que ceux où les inégalités de revenu sont plus marquées.

En définitive, sans même évoquer le concept d'économie solidaire, il est clair qu'il n'y a pas de solidarité réelle tant que persistent les inégalités et l'absence de mesures de protection des groupes sociaux touchés.

### Chapitre 3 : Action mondiale contre la pauvreté

Nous constatons actuellement qu'une mobilisation internationale, *l'Action mondiale contre la pauvreté*, s'est mise en place pour renforcer la sensibilisation sur ces enjeux. En France, par exemple, cette action est portée par la coalition « 2005 :

plus d'excuses ! », composée d'une centaine d'organisations associatives, syndicales et de collectivités locales, qui relaie « l'Action mondiale contre la pauvreté » [Yahoo, 2005].

Le constat est on ne peut plus clair : si le monde des riches en est arrivé là, c'est bien qu'il s'est rendu compte de l'inefficacité de toutes les mesures et approches précédentes et qu'il a surtout constaté ce qui fut appelé « la baisse du cours du pauvre ».

Est-ce là un pas vers ce que l'on appelle "l'économie solidaire" ?

### **Section 1 : L'aide au développement en perdition**

Il s'agit, selon les définitions officielles données, de l'ensemble des ressources, publiques ou privées, transférées à l'échelle internationale à des conditions plus favorables que celles du marché, dans le but de favoriser le progrès économique et social dans les pays qui en sont les destinataires [Encarta, 1998].

Ainsi, dès 1964, lors de la première Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), les pays de l'OCDE s'étaient engagés à consacrer 1% de leur produit national brut (PNB) à l'aide au développement, objectif ramené à 0,7% en 1972. Cette part est tombée, comme tout le monde le sait, à 0,27% en 1995. Doit-on parler de solidarité lorsqu'il s'agit tout simplement de revenir à 1%?

#### **1- L'orientation de l'aide :**

Les mêmes sources bibliographiques soulignent qu'avec la disparition de l'antagonisme Est-Ouest, l'intérêt stratégique de l'aide aux pays du Sud est moindre. Et parmi les pays de l'Est, ceux qui étaient autrefois pays donateurs sont devenus à leur tour des réceptacles de l'aide internationale. La solidarité aurait-elle une couleur ?

A cette nouvelle donne de la géostratégie politique internationale, il faudrait ajouter, comme le précisèrent les militants socialistes français [2005], le détournement de l'aide au développement qui rend impossible le rattrapage des pays pauvres et, au contraire, il les asphyxie davantage au travers de la dette.

#### **2- La baisse progressive de l'aide :**

La baisse de l'aide publique au développement frappe en premier lieu l'Afrique, qui, depuis 1990, en perçoit 40%, et plus largement les pays à faible revenu (dont le PNB par habitant est inférieur à 675 dollars), auxquels sont alloués 51% de ces ressources. L'aide est pourtant vitale pour ces pays dont se détournent les flux privés.

Quelques années plus tard, au Sommet des pays les plus riches de la planète, qui s'est tenu en Italie (Gênes) en 2001, écrira Karam, « les aides supplémentaires sont restées des rêves et un gargarisme dans le gosier du président américain W.Bush, qui a souhaité voir le Fonds Monétaire International prendre une décision

dans cette orientation, d'autant que les Etats-Unis figurent en tête des Etats n'ayant pas acquitté leurs engagements financiers à l'égard des Nations Unies. » [El-Watan, 1995]

La solidarité serait-elle conditionnée ?

### 3- La spécialisation douteuse de l'aide :

Dès 1997, lit-on sur *Afrique-Relance* [1997], le gouvernement nord américain de Bill Clinton avait formulé certaines propositions encourageantes contenues dans une nouvelle initiative, le *Partenariat pour la croissance économique de l'Afrique* qui vise à résoudre la crise du développement en Afrique Sub-saharienne(...) et vise à offrir aux gouvernements qui cherchent à accélérer la croissance économique de leurs pays des incitations sur le triple plan du commerce, de l'aide et de l'allègement de la dette.

Les propositions US prévoyaient que, pour obtenir un appui, les pays devront mettre en œuvre des mesures de réforme économique jugées acceptables par les USA. Les réformes expressément citées sont les suivantes :

- 1- une rapide libéralisation des échanges ;
- 2- la suppression des obstacles tarifaires qui protègent l'agriculture nationale ;
- 3- et des incitations à l'investissement.

En pratique, cela correspond aux réformes économiques encouragées dans le cadre des P.A.S du F.M.I qui devaient répondre au manque d'efficacité des économies sous-développées malgré l'aide qui leur avait été prodiguée. En fait, cela signifie aussi imposer une politique souvent inadéquate à d'autres Etats.

Donnons l'exemple du dispositif mis en place également pour lutter contre la faim au Niger. En s'entêtant à vendre l'aide à une population déshéritée plutôt que de procéder à des distributions gratuites, le dispositif a longtemps privilégié la protection du marché à la sauvegarde de la vie humaine. Aujourd'hui, ce dernier verrou a sauté tant l'urgence est criante. Mais combien d'enfants vont mourir parce que l'aide gratuite a été retardée au nom du respect des règles du marché ?

La responsabilité des pays donateurs est donc engagée depuis longtemps.

### 4- Reproches adressés à cette aide :

Devant l'ampleur de la tragédie vécue par les populations africaines, l'on peut dire que les propositions US offrent des concessions relativement mineures sur le commerce. Les incitations commerciales envisagées consistent essentiellement à améliorer le « système généralisé de préférences » des USA, avec l'engagement de réduire les tarifs douaniers et d'étendre ce système à un plus grand nombre de produits... Cependant, la proposition US néglige aussi d'aborder les « problèmes structurels » plus profonds liés au fait que, comme le reste des PVD du Tiers-monde, l'Afrique est tributaire des produits primaires.

Pour faire face à la situation qui prévaut aujourd'hui, Kemal Dervis, nouvel administrateur du PNUD, semble donner le ton aujourd'hui en faveur d'une autre

vision. « Nous avons besoin de construire des partenariats solides entre les États, le secteur privé et les organismes internationaux multilatéraux dont fait partie le PNUD », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse tenue le 17 août 2005 à New York. Il a souligné que c'est à travers ces partenariats que pourrait être conçu et mis en place un véritable agenda du développement qui fera face à la chute du cours du pauvre.

Du système de répartition, l'on est vite revenu à celui de l'échange. Mais, pendant que l'on tourne toujours en rond pour tenter de définir une économie solidaire, le nombre des plus pauvres ne diminue pas.

### **Section 2 : Le cours du pauvre est en baisse, le nombre de sommets mondiaux en hausse**

Il faut le répéter : de nos jours, les inégalités atteignent des dimensions inédites. Cette évolution apparaît clairement dès les années soixante-dix comme l'avait déjà montré David Morawetz dans son ouvrage consacré aux "Vingt-cinq années de développement économique, 1950-1975" (Economica).

Aujourd'hui, trente années après, Ramonet [2002] estime que de telles inégalités sont devenues littéralement révoltantes. La moitié de l'humanité vit dans la pauvreté, plus d'un tiers dans la misère, 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, près d'un milliard demeurent analphabètes, un milliard et demi ne disposent pas d'eau potable, deux milliards n'ont toujours pas d'électricité...etc., etc

Parallèlement, pratiquement, chaque année, on entend parler de deux ou trois réunions ou rencontres internationales des principaux pays riches consacrées à l'économie mondiale.

En fait, pour ce qui est de l'aide publique au développement (APD) accordée par les pays riches, le plus grand flou continue de régner même après les années 2000.

En 2002 (les 18-22 mars), une importante Conférence des Nations unies sur le financement du développement a lieu à Monterrey (Mexique). Monterrey devait en théorie fixer les contributions des pays riches aux zones les plus déshéritées de la planète. Mais la conférence aura été surtout l'occasion de constater que le cours du pauvre est toujours en baisse.

Selon les termes de la revue *Courrier international* [2002], l'Europe, qui consacre en moyenne annuelle 0,33 % de son produit national brut (PNB) à l'APD, soit un peu plus de 30 milliards d'euros, a fait l'étalage de sa mesquinerie en décembre 2002. Au prétexte d'une mauvaise conjoncture, les Quinze ont signé un texte prônant l'augmentation d'ici à 2006 de leur contribution directe au pays sous-développés de... 0,06point. On reste bien loin de l'objectif de 0,7% fixé le 24 octobre 1970 par l'ONU...Et pourtant, les Européens sont les premiers donateurs de la planète.

Le "Consensus de Monterrey" ne prévoit aucun engagement précis des pays industrialisés, mais préconise le recours aux investissements privés et au libre-échange [Chronologie Internationale, 2002].

Dans presque tous les pays pauvres du Tiers-monde et surtout dans ceux de l'Afrique subsaharienne, la pauvreté est, conformément à la thèse de Gunnar Myrdall toujours valable, un cercle vicieux.

En marge du sommet du G8 en Ecosse à Gleneagles de juillet 2005, il a été souligné [Yahoo, 2005] le fait que la sécheresse dans ces pays pauvres privait le bétail de nourriture, forçant les éleveurs à vendre leurs vaches. Les récoltes sont également touchées, et le prix de la nourriture croît. Le pouvoir d'achat de la population est alors fortement réduit, et l'on se met à manger des graines qui étaient normalement destinées aux prochaines semailles. Les adultes, tout comme d'ailleurs les enfants -qui apprennent à travailler aux champs dès leurs premiers pas- sont trop faibles pour s'occuper des travaux agricoles. En conséquence, la récolte suivante est moins bonne, et la pauvreté s'installe.

Comme l'a si bien dit Cingolani [2005], la nouvelle pauvreté est désormais à penser sous le signe de l'accumulation des précarités. Elle est le produit d'une somme de handicaps et de vulnérabilités psychiques, familiales et professionnelles qui s'accumulent et conduisent à la désorganisation des rythmes, à la lésine et aux tracas, à la maladie aussi, puis à la désocialisation provisoire ou définitive.

S'agit-il donc aujourd'hui de s'attaquer aux vraies racines du mal pour pouvoir évoquer une solidarité quelconque ? Les riches sont-ils prêts à s'intéresser aux pauvres ? Quand on voit leurs consommations ostentatoires, on en doute vraiment.

### **Section 3 : Le Mépris et l'arrogance des riches**

Apparemment, les riches ne semblent préoccupés par la pauvreté et l'inégalité que lorsque leurs propres intérêts et privilèges risquent d'être ébranlés. D'ailleurs, pratiquement tous leurs sommets mondiaux ont été perturbés par des manifestations populaires, antimondialistes, altermondialistes, écologistes, etc. A chaque fois, les manifestants remettent en cause l'absence de solidarité internationale de la part des pays riches, ce qui a fini par diviser ceux-ci eux-mêmes sur le thème.

Selon le très libéral *Financial Times* [Courrier international, 2002], "l'ouverture des marchés est certes la solution, mais George Bush, en fermant son propre marché de l'acier, ne semble pas vraiment montrer le bon exemple". Plus préoccupant, en 1999, «le montant des subventions à l'agriculture et au textile des pays de l'OCDE, était six fois plus important que l'APD apportées aux pays pauvres». Sans compter que les pays riches s'obstinent à fermer leurs frontières à l'essentiel des produits des pays pauvres. En réalité et avec beaucoup de cynisme, que pensent vraiment les pays riches des pays pauvres ? Rien : les pauvres ne sont pas assez rentables...

En conséquence, l'on peut dire que les sommets se succèdent sans se différencier : ils sont toujours conclus par de vœux pieux mais sans solidarité effective de la part des pays riches qui ne semblent pas prêts de remettre en cause la répartition actuelle des richesses et des revenus. Pire encore : ils s'en vantent par

des classements selon les montants des fortunes ou des chiffres d'affaires sans tenir compte de leur race.

A titre illustratif, à la fin de l'année 2004, la presse étrangère [Yahoo, 2005] parle d'une fortune conjugulée des 691 milliardaires du monde s'élevant à 2.200 milliards de dollars, selon le magazine américain Forbes, en hausse de 300 milliards de dollars par rapport à 2003, lorsqu'ils n'étaient encore "que" 587. Avec une fortune estimée à 46,5 milliards de dollars, Bill Gates le nord-américain fondateur président de Microsoft est, alors, pour la onzième année consécutive l'homme le plus riche du monde.

Les riches font preuve d'arrogance manifeste par l'étalement de leurs richesses ou de leurs dépenses bien souvent futiles et improductives. Et pour preuve : nous sommes aujourd'hui entrés dans l'An 2000 depuis cinq ans, mais nous n'oublierons jamais cette veille du jour de l'An, au cours de laquelle les populations et les Etats du monde capitaliste et riche surtout avaient dépensé des centaines de milliards de dollars pour fêter un événement qui n'avait duré pratiquement que quelques secondes : le temps de compter jusqu'à douze le passage du 31 décembre 1999 au premier janvier de l'An 2000. Selon les chaînes de télévision françaises, il semblerait que les montages électriques sur les Champs Elysées aient dépassé les 60 milliards de FF (soit un peu plus de 10 milliards de dollars, le tiers de la dette algérienne, quoi !).

Mais, l'arrogance des riches va plus loin que cela, dans la mesure où leur modèle de consommation comporte tout un graal d'illusions et de futilités, dont les prix sont purement et simplement fictifs.

Les informations recueillies auprès des mass-médias [RTF, 1999] racontent que, lors d'une vente aux enchères qui a eu lieu en octobre 1999 à la salle Christie's, des objets ayant appartenu à l'actrice Marylin Monroe ont été arrachés à des prix contre le bon sens. Ainsi, ses fameuses « chaussures rouges argentées » furent adjugées pour la somme de 252.000 francs français, son petit piano blanc pour 3.726.000 francs et la robe argentée qu'elle portait en mai 1962 alors qu'elle souhaitait un joyeux anniversaire (« Happy Birthday ») à son amant (le président des USA, J.F.Kennedy), pour 7.141.500 francs français.

Selon les mêmes sources d'informations, et dans la même salle des enchères « Christie's » à Londres, une année auparavant, un simple manuscrit dans lequel se trouvait, semble-t-il, une lettre d'Archimède à son ami (Aristophane) a été vendu à 2 millions \$.

D'autres sources [El-Watan, 1998] nous apprennent que, le 30-4-98, les dessous de Madonna ont fait recette lors d'une vente aux enchères organisée à Londres par Christie's : ainsi, un simple soutien-gorge de scène de la chanteuse américaine aurait été arraché pour 4250\$ et un costume d'Elvis Presley pour 15450\$. Des chiffres qui rappellent naturellement les fameux biens de luxe, dont parlait Ricardo, ces biens non fondamentaux que seuls les riches pouvaient selon lui et peuvent encore aujourd'hui se payer.

Aujourd'hui, dans le monde, 33 000 enfants meurent chaque jour de maladie ou de malnutrition et 2,8 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour. A côté de cela, les sept plus grosses fortunes possèdent ensemble plus que le PIB total des 49 pays les "moins avancés", 650 millions d'individus [TN, 05].

N'y a-t-il pas là de quoi faire hérissier les poils d'un mort ? Les inégalités sur la planète, allant de pair avec la mondialisation, se sont aggravées ces dix dernières années, constate l'ONU dans un rapport rendu public vendredi 26 août 2005 par le Département des affaires économiques et sociales.

Et pour mieux narguer le monde, l'arrogance des riches va jusqu'à reprocher le manque de patriotisme à tous ceux qui lutteraient contre la pauvreté. Ils se justifient en disant que les pauvres seraient la richesse essentielle de la société libérale.

Nonobstant cet humour macabre, l'état des populations pauvres des PVD est tout simplement déplorable, alors que les riches ne cessent de jeter des sommes mirobolantes par-dessus les fenêtres pour leurs plaisirs et loisirs.

Les réalités sociales des PVD ont toujours été évacuées au profit d'une politisation extrême et l'affaire du "sang contaminé" en France pourtant pays riche n'est qu'une face de l'immense iceberg des fléaux qui frappent les populations pauvres. Et, effectivement, dans le monde, on dénombre actuellement plus de 33 millions de séropositifs atteints du SIDA et parmi eux, plus de 24 millions se trouvent en Afrique.

La majorité des maux actuels rencontrés à travers le monde sont causés, en effet, par le "*développement inégal*" de ces derniers, notamment celui de l'Europe et des USA et surtout leur égoïsme. Et, comme le dit De Soto [2005], "*Quand l'écart entre les riches et les pauvres est trop important, le système n'est pas durable.*" (...) C'est cela l'antithèse de ce que nous venons d'écrire.

#### **Conclusion générale : De la violence des conflits au terrorisme... vers un autre débat de société**

Certes, des efforts de recherche ont été entrepris pour tenter d'expliquer l'état de dénuement des populations pauvres du tiers monde, qui se caractérise par la misère et la maladie. Tout a été tenté, de la typologie à la critériologie, mais le constat est amer : il y a toujours eu des riches et des pauvres à cette différence près que, cette fois-ci, il y a la misère des uns face à l'indifférence des autres ; il y a la frustration des uns face au graal des illusions des autres ; il y a l'exclusion des uns face aux débordements incessants des autres. Le pire est que les uns et les autres se côtoient quotidiennement dans la même ville, la même mégapole, le même monde ressemblant à un immense village.

Résultat : beaucoup de jeunes sans travail sont en colère, pour la plupart des hommes, à qui les nouvelles technologies de l'information ont donné les moyens de menacer la stabilité des sociétés dans lesquelles ils vivent et même la stabilité sociale des pays de la zone riche. Comme l'explique le professeur Wade [2001],

ces jeunes constatent que la croissance économique dans ces pays se réalise souvent, soit au détriment des ressources naturelles et compromet donc le potentiel de croissance, soit directement à leur détriment. Aussi, de plus en plus d'habitants de ces régions considèrent « l'émigration » vers la zone riche comme la seule porte de salut, et quelques-uns sont poussés finalement à un « terrorisme » rédempteur dirigé vers les symboles des puissants.

Et voilà comment l'absence d'économie solidaire peut mener à un terrorisme international redoutable et aux amalgames malheureux inacceptables.

En raison sans doute de l'épuisement du marxisme comme moteur international de la révolte sociale, le monde paraît actuellement traverser une sorte de transition entre deux cycles de révolutions politiques. Et, alors que les injustices sont plus scandaleuses que jamais, on observe que d'autres formes de violence atteignent déjà des dimensions paroxystiques. En particulier la *violence des pauvres contre les pauvres*, et certaines formes primitives de la révolte [Hobsbawm, 1966] qui s'expriment par la délinquance, la criminalité, l'insécurité et qui, un peu partout, non seulement en France, prennent les caractéristiques d'une véritable guerre sociale.(...)

Mais toutes ces remarques ne doivent pas masquer l'essentiel : comme le dit De Soto [2005], *"les gens ne sont pas seulement des Homo oeconomicus, comme les néolibéraux veulent le croire, en ne voyant que les chiffres et en oubliant les conflits sociaux liés à l'inégalité de la richesse. Les gens veulent aussi de la justice sociale."* (...) Comme le souligne le futur Rapport de la BM, 2006, *"la justice sociale peut être un facteur qui influe beaucoup sur les rouages du climat de l'investissement et sur l'insertion des pauvres, deux des pôles de la stratégie de réduction de la pauvreté appliquée par la Banque Mondiale"*.

À cette occasion, rappelons ce que Cissé [2005] écrit à juste titre à propos de l'un des préceptes du Guide de l'islam (PSL) selon lequel: *"Nul d'entre vous n'est un vrai croyant en islam aussi longtemps qu'il n'aime pas pour son prochain ce qu'il aime pour lui-même"*. Les théologiens soulignent à ce sujet que les enseignements de l'islam mettent en avant le *sens de la responsabilité et du souci mutuel* dans une société qui doit se caractériser par la *coopération* dans le bien entre ses membres. Les récits de la Tradition rapportent ainsi maints épisodes de la vie de croyants pour lesquels la disposition à s'intéresser et à se dévouer à son prochain n'était pas une simple vue de l'esprit.

Enfin, terminons notre exposé par ces mots de Messica Fabienne et Serge Quadruppani [2005] : *« Si, disent-ils, c'est la construction étatique qui hier était principalement responsable du colonialisme et aujourd'hui des discriminations et des inégalités, est-ce à dire que la solution est dans une dérégulation encore plus poussée et que le marché réussira là où le politique a échoué ? »*

Religion et Etat, humanisme et politique, individu et société, ce sont là, à chaque fois, les deux côtés d'une même pièce, car il faut de tout pour faire un monde, surtout un monde de paix et de bonheur dans un contexte d'une économie

mondiale et "mondialisée" ! Un autre monde est, à notre avis, possible. Mais, voilà encore un autre débat en vue... Nous renvoyons nos lecteurs à notre thèse sur l'énergisme [2002] pour l'engager ensemble. Il n'y a pas d'économie solidaire, seule l'économie capitaliste existe!

La solution de l'économie solidaire se trouverait peut-être dans les abîmes de chacun d'entre nous. Cherchons donc ensemble la "clef" en-dehors de la zone éclairée par le réverbère, c'est-à-dire par la science à elle seule !

#### Références bibliographiques :

1- Acemoglu Daron, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology -Causes profondes de la pauvreté -Finances et Développement -Juin 2003-

2- Alesina et Rodrick (1991) et Persson et Tabellini (1992), cités par François Bourguignon, « Croissance, distribution et ressources humaines : comparaisons internationales et spécificités régionales »- Revue trimestrielle d'économie du développement du CERDI de Clermont-Ferrand - publiée avec le concours du CNRS Paris et du Ministère français de la coopération- PUF- N°4-déc.1993-

3- Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 -Combattre la pauvreté (New York, Oxford University Press pour la Banque mondiale)

4- Boserup Esther -Conditions of Agricultural Growth -1965

5- Boudon Raymond -L'Inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles, Armand Colin, Paris, 1973 ; 3e éd. Hachette 1985 ; Effets pervers et ordre social, P.U.F., Paris, 1977, 3<sup>e</sup> éd. 1989-CD Encyclopedja Universalis version 10

6- BOUMENDJEL SAÏD -La répartition du revenu national et le développement économique -Modèle de Ricardo et application au cas algérien -Option : économie du développement -Thèse de doctorat d'Etat, Université d'Annaba, avril 2002. -Contribution à la réflexion critique portant sur le conflit *salaires-profit* et tentatives de résolution théorique à travers le management des savoirs et le développement des compétences : Se dirige-t-on vers une nouvelle Théorie de l'économie ? Colloque international « *Management des savoirs et développement des compétences* » : un nouveau défi pour l'entreprise du 3<sup>ème</sup> millénaire. Samedi 14 et Dimanche 15 décembre 2002 à Tlemcen- + article intitulé : Vérité des faits et crise de la science économique : thèse de l'ENERGOÏSME (ou Contribution à l'explication de la crise de la Science économique et de ses lois : L'économie politique orthodoxe reflète-t-elle la vérité des faits et ses lois sont-elles celles de l'énergie ou celles de l'égoïsme?) -Paru dans la revue Tawassol, université Badji Mokhtar d'Annaba -N°10 de mars 2003 -pp 20-71.

7- Bourguignon François, « Croissance, distribution et ressources humaines -déc.1993.

8- Cingolani Patrick -Une nouvelle forme de pauvreté : La précarité, PUF Que sais-je, 2005 -Site "Nouveau millénaire, Défis libertaires"

- <http://libertaire.free.fr/index.html>- Article de Jean-Paul Thomas -Multitudes-infos  
-Liste transnationale des lecteurs de "Multitudes"
- 9- Congrès du Parti Socialiste français : Contribution thématique en vue du Congrès du PS au Mans -Appel à la résistance contre la corruption, la délinquance financière, la criminalité économique -Site Internet de la Fondation Les Temps Nouveaux du mercredi 20 juillet 2005
- 10- CRID : L'économie solidaire -Un laboratoire de citoyenneté alimentaire et d'innovation sociale au Sud et au Nord -Site : <http://www.crid.asso.fr/publications/cahiers/juil2004.htm>
- 11- De Soto Hernando: Le Mystère du capital, éditions Flammarion (mars 2005). Interview fait par Florent Latrive et Christian Losson : «Les pauvres possèdent un capital mort» -Liberation.fr du vendredi 19 août 2005 - 06:00
- 12- Dervis Kemal, Le nouvel administrateur du PNUD insiste sur l'importance des objectifs du Millénaire pour le développement -Centre de Nouvelles ONU -Site Internet : [un.org/french/newscentre/index.shtml](http://un.org/french/newscentre/index.shtml) du 18/08/2005 +site : [africatime.com/afrique/pays.asp?no\\_categorie=3](http://africatime.com/afrique/pays.asp?no_categorie=3)
- 13- Dufort G. et Gouault A. -économie générale, tome I -éditions Foucher -1977-
- 14- Edwy Plenel : Cette loi déshonore la République -Une loi qui valorise le colonialisme -Origine : [http://www.lemonde.fr/web/imprimer\\_element/0,40-0@2-3232,50-642136,0.html](http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3232,50-642136,0.html)- Site "Nouveau millénaire, Défis libertaires" -<http://libertaire.free.fr/index.html> -LEMONDE.FR 22.Avril 2005 de -Origine : Message Internet
- 15- El-Acil -Itinéraire d'un enfant gâté -paru dans El-Acil du lundi 25-10-99-p12; lundi 25-10-99-p13: Médecine reproductive et Internet;mercredi du 19-10-1994-p10
- 16- Encyclopédie : Aide publique au développement", *Encyclopédie® Microsoft® Encarta 98*. © 1993-1997 Microsoft Corporation.
- 17- Epaulard Anne de l'institut du FMI -à propos du document de travail du FMI intitulé « Macroeconomic Performance and Poverty Reduction » -FMI Bulletin du 9 juin 2003 -p164
- 18- Fondation française des Temps Nouveaux Appel du "collectif richesses" lancé en décembre 2004 -Pour un autre regard sur la richesse -dimanche 2 janvier 2005
- 19- Friboulet Jean-Jacques, professeur d'économie à l'université de Fribourg (en Suisse) -Développement économique et social -Encyclopædia Universalis 2004.
- 20- Hobsbawm Eric J., *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Fayard, Paris, 1966
- 21- Jezequel Jean-Hervé, Chercheur associé au CEA (Ehess, Paris), enseignant à Emory University (Etats-Unis). -Les autorités, misant sur le long terme, ont tardé à débloquent l'aide alimentaire gratuite -Niger : cruel développement dans Libération.fr du mardi 16 août 2005
- 22- Karam Melhem : le Vatican aussi a contribué à l'échec du sommet de gènes 2001 -Article éditorial dans La revue du Liban -Hebdomadaire No 3803 -Du 28 Juillet Au 4 Août 2001 -Site <http://www.rdl.com.lb/2001/q3/3803/editorial.html>

- 23- Kolodko Grzegorz W.: Revenus, équité et réduction de la pauvreté dans les économies en transition- Finances et Développement -Revue du FMI -septembre 1999-
- 24- Leipziger Danny M., Directeur du département Finances -secteur privé et infrastructure de la Banque mondiale, Bureau régional Amérique latine et Caraïbes : Une approche incomplète du combat contre la pauvreté- Cas des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.- Fin. et développement- mars 2001-
- 25- Livre Guinness des records -1991- TFI éditions,page 237
- 26- Lustig Nora (conseillère principale pour la pauvreté et l'inégalité à la banque interaméricaine de développement; directrice du rapport sur le Développement dans le monde 2000/2001) et Nicholas Stern (économiste en chef et premier Vice-président de la Banque mondiale : Une approche plus large de la lutte contre la pauvreté : Opportunités, Insertion et sécurité matérielle- Article fondé sur le rapport sur le développement dans le monde 2000-2001 -Finances et développement, revue du FMI- Décembre 2000-
- 27- Martin Jacques -Emission "Ainsi font, font" de France 2-Dimanche 27-2-94
- 28- Maurin Éric, chercheur en économie et statistique, administrateur INSEE. L'Égalité des possibles, coll. La République des idées, Seuil, 2002 -© Encyclopædia Universalis 2004
- 29- Messica Fabienne et Serge Quadruppani -L'impasse du tiers-mondisme applique aux banlieues -(A propos de l'appel « Nous sommes les indigènes de la République) -Origine: Message Internet -Site "Nouveau millénaire, Défis libertaires" -<http://libertaire.free.fr/index.html>.
- 30- Moriconi-Ebrard François -centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales -CEDEJ -Le Caire -auteur de Geopolis -éd.Anthropos, Economica, Paris, 1993-) Le Monde diplomatique N°508- juil1996- p13
- 31- Novicki Margaret A.-Nécessité de politiques favorables aux pauvres -Afrique Relance -Vol.11-N°1-Juil 1997
- 32- Persson et Tabellini cités par François Bourguignon - décembre 1993-
- 33- Ph.J et EG. Le cours du pauvre est en baisse – Courrier International du 27/12/2002
- 34- Ramonet -Guerre sociale -<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/11/> -Actualités Yahoo\le monde diplo8nov2002.htm
- 35- PNUD : Rapport mondial sur le développement humain, 1996.
- 36- Rekacewicz Philippe: La pauvreté dans le monde -FMI bulletin, mai 2000 -Sources : World Resources Institute (WRI), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Banque mondiale, Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE); Les inégalités dans le monde- mai 2000 -Site : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/mondeinegalite>- Sources : *Historiens et géographes*, n°329 ; *Images économiques du monde 1995-96*, Sedes, Paris, 1995 ; *Rapport mondial sur le développement humain 2000*, PNUD
- 37- Revue « croissance »N°332- novembre 1990- p12

- 38- Rosenstein-Rodan Paul -Problems of Industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe -in Economic Journal, September 1943
- 39- Rothermund D.. Les seuils du développement économique- Revue "Courrier de l'Inde, Vol.VIII-N°6- Pondichéry, Inde-01/01/1970-
- 40- Site Chronologie internationale, Un an d'actualité internationale -Janv. à déc. 2002 -*Catastrophes naturelles: monde*; -Aide aux pays en développement, financement extérieur du développement; In Coopération économique internationale, mondialisation; -FMI (Fonds monétaire international) : activités
- 41- Site [http://www.portrait.public.lu/evolution\\_economie/facteurs/index.html](http://www.portrait.public.lu/evolution_economie/facteurs/index.html): facteurs de croissance et de compétitivité
- 42- Site Internet de la Banque Mondiale, 2005 : Aperçu du Rapport sur le développement dans le monde, 2006 : équité et développement ; Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001-
- 43- Site Internet de la Fondation Les Temps Nouveaux du mercredi 20 juillet 2005-*Contribution thématique en vue du Congrès du PS au Mans -Appel à la résistance contre la corruption, la délinquance financière, la criminalité économique*
- 44- Site Internet : [http://www.portrait.public.lu/evolution\\_economie/croissance/richeesse/](http://www.portrait.public.lu/evolution_economie/croissance/richeesse/) - 1.1.3. La richesse par habitant
- 45- Speth cité par Thiam Mamadou : Dix ans pour réussir l'impossible...Article dans *Le CALAME*, hebdo indépendant de la Mauritanie -N° 200 du lundi 20-10-1997, p4
- 46- Susan George -Vice-présidente d'Attac France, auteur du *Rapport Lugano*, Fayard, Paris, 2000, de *Remettre l'OMC à sa place*, Mille et Une Nuits, Paris, 2001 et, avec Martin Wolf, de *Pour ou contre la mondialisation libérale*, Grasset, Paris, 2002 ainsi que de *Un autre monde est possible*, 2004.
- 47- Thiam Mamadou -10 ans pour réussir l'impossible -*Le CALAME*, hebdo indépendant de la Mauritanie - N° 200 du lundi 20-10-1997 -p4
- 48- Vergara Francisco -l'état du monde -CD 1981
- 49- Wade Robert Hunter, professeur d'économie politique à la London School of Economics et professeur adjoint en relations internationales à l'université Brown. Il a été économiste à la Banque Mondiale dans les années 80 : La montée des inégalités de revenu- Fin. et développement -Déc. 2001
- 50- El -Watan 2-5-98 p7 ; Dimanche 23-7-1995- p9 -L'Aide au développement: 1-3-95-p24
- 51- ENTV, émission du 16 juin 1996
- 52- Afrique Relance- Vol 11- N° 1- Juillet 1997- Article de Kevin Watkins
- 53- France télévision, Jeudi 29-10-98; Emission « CAPITAL » -M6 du 21décembre 1997
- 54- Radio-Télévision de France (TF1, F2, F3, TV5) du 23 novembre 1999
- 55- *El-Pais*, Madrid, 11 septembre 2001 -cité dans le site Internet de Ramonet
- 56- La Tribune.fr -Dépêche reçue le dimanche 17/10/2004 à 8:59

- 57- Reuters, mardi 18 janvier 2005, 7h47
- 58- Michel Louis, *Libération* du 1er août 2005.
- 59- Cissé A.K. -L'Essor du 19 août 2005: Doctrines : le souci mutuel -site Internet : [essor.gov.ml/](http://essor.gov.ml/) +site : [africatime.com/afrique/pays.asp?no\\_categorie=4](http://africatime.com/afrique/pays.asp?no_categorie=4)
- 60- Yahoo actualité Monde du vendredi 26 août 2005, 17h29 -Les inégalités s'aggravent avec la mondialisation, selon l'ONU -NATIONS UNIES (AP) -Communiqués politiques du jeudi 30 juin 2005, 13h38 ; du mercredi 8 décembre 2004, 16h33 - La faim et la malnutrition tuent chaque année plus de cinq millions d'enfants dans le monde; Actualité multimédia du vendredi 11 mars 2005, 21h15 -NEW YORK , Reuters; actualités Asie et Océanie du vendredi 31 décembre 2004; actualités France du mercredi 15 septembre 2004 -Reuters -Les Etats-Unis se préparent à l'arrivée du cyclone Ivan + Actualités À la une du samedi 18 septembre 2004 -Le cyclone Ivan aurait fait près de 30 morts aux Etats-Unis Par Rick Wilking l'Usine Nouvelle -N°2279 du 23-8-1990 -p12; Actualités -Monde du samedi 2 juillet 2005, 13h52 : La pauvreté et la faim, un cercle vicieux au Niger; Yahoo actualités sciences du lundi 13 septembre 2004, 16h39 - Cyclone, ouragan ou typhon: des noms différents pour le même phénomène; Actualités! Lundi 22 décembre 2003 citant l'AFP du dimanche 21 décembre 2003, 10h49; Actualités! Lundi 22 décembre 2003 citant l'AFP du samedi 20 décembre 2003, 9h41.